

Nouvelles locales des lundi 14 et mardi 15 novembre 2011

@rib News, 15/11/2011
MÃ©dias / Droits de lâ€™Homme- Les mÃ©dias locaux burundais ont appelÃ© leurs auditeurs Ã manifester depuis leurs vÃ©hicules contre le comportement de la justice burundaise instrumentalisÃ©e par le gouvernement. Selon un communiquÃ© qui a Ã©tÃ© diffusÃ© sur les ondes des radios privÃ©es Ã Bujumbura, les chauffeurs et les propriÃ©taires des vÃ©hicules de tout le pays Ã©taient appelÃ©s Ã klaxonner au moins 20 secondes ce mardi Ã 12h 20 minutes.

[Rpa/Isanganiro/Rtr/Bonesha]

- Lâ€™appel lancÃ© aux automobilistes par des mÃ©dias privÃ©s burundais pour manifester dans les rues de Bujumbura contre le harcÃ©lement des journalistes et la montÃ©e de la criminalitÃ© dans tout le pays a Ã©tÃ© bien suivi. Selon des tÃ©moins sur place Ã Bujumbura, surtout Ã la place de lâ€™indÃ©pendance, malgrÃ© la prÃ©sence des hauts gradÃ©s de la Police, les conducteurs de vÃ©hicules ont klaxonnÃ© pendant plus de 5 minutes. [Rpa]- Selon le prÃ©sident de lâ€™OPB, Innocent Muhoz, lâ€™objectif de la manifestation Ã©tait de dire non aux massacres contre des membres des partis de lâ€™opposition qui sont tuÃ©s ces derniers jours au Burundi, surtout par les membres des corps de sÃ©curitÃ©. Selon Innocent Muhoz, les mÃ©dias vont Ã se mobiliser pour lutter pour le respect des droits de lâ€™Homme. [Rpa/Rtr/Bonesha]- La deuxiÃ¨me raison de la manifestation lancÃ©e par les mÃ©dias Ã©tait de lutter contre le harcÃ©lement des journalistes des mÃ©dias privÃ©s de Bujumbura qui est devenu plus quâ€™une rÃ©alitÃ© au Burundi. Selon le prÃ©sident de lâ€™OPB, la libertÃ© dâ€™expression Burundais est un des acquis que personne ne pourra jamais effacer dans ce pays. [Rtr/Isanganiro/Rtr]- Le conseil national de sÃ©curitÃ© du Burundi avait demandÃ© vendredi au gouvernement Ã« dâ€™instruire les instances habilitÃ©es afin des mesures de redressement ou des sanctions soit rapidement prises Ã lâ€™encontre de certains mÃ©dias ; de certains membres de la sociÃ©tÃ© civile et/ou de certains responsables de ces derniers ayant violÃ© la loi dans lâ€™exercice de leur mÃ©tierÃ ». [Rtnb]- Cependant, selon le communiquÃ©, il a Ã©tÃ© difficile Ã ces mÃ©dias privÃ©s et de certains leaders de la sociÃ©tÃ© civile nâ€™ont pas pu garder leur langue sur lâ€™affaire de Gatumba. Ã« (Ã©), malgrÃ© la retenue observÃ©e du premiers jours, certains mÃ©dias ne se sont pas abstenus de diffuser des commentaires tendancieux relatifs au massacre de Gatumba allant jusquâ€™Ã faire parler un prÃ©venu, alors quâ€™on est toujours dans la phase prÃ©-juridictionnelle en violation flagrantes des dispositions pertinentes du code pÃ©nal et du code de procÃ©dure pÃ©nalÃ », lit â€œon dans un communiquÃ© conseil de sÃ©curitÃ©. [Rtnb/Isanganiro/Bonesha]- Le FORSC dÃ©nonce le principe de deux poids, deux mesures de la part du conseil nationale de la sÃ©curitÃ©. Etant lui aussi dans le collimateur du mÃªme Conseil de sÃ©curitÃ©, le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forum de Renforcement de la SociÃ©tÃ© Civile, Pacifique Nininahazwe, se montre inquiet par le fait que le Conseil national de sÃ©curitÃ© de la RÃ©publique du Burundi se contente de faire des menaces contre les mÃ©dias privÃ©s et des leaders de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. Selon lui, le Conseil national de sÃ©curitÃ© ne fait pas une dÃ©marcation entre lâ€™opposition et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. Le Conseil national de sÃ©curitÃ© a fermÃ© les yeux face aux autres crimes commis au Burundi ces derniers jours, surtout les exÃ©cutions extrajudiciaires de membres du parti FNL toujours fidÃ¨les Ã Agathon Rwasa, et plus rÃ©cemment la mort de deux Ã©tudiants Ã lâ€™UniversitÃ© du Burundi, tuÃ©s lors de la police Ã la recherche des armes, selon toujours le FORSC. En plus, dÃ©nonce le FORSC, il y a aussi des cas de tueries de membres du MSD, un autre parti de lâ€™opposition membre de lâ€™ADC-Ikibiri, mais qui nâ€™attire pas lâ€™attention du Conseil national de sÃ©curitÃ©. Pour le FORSC, Ã« fermer la RPA, Isanganiro et Bonesha FM sera comme enterrer la dÃ©mocratie au BurundiÃ ». Le prÃ©sident de lâ€™OPB, Innocent Muhoz a fait savoir que la fermeture des mÃ©dias ou lâ€™amendement des lois qui rÃ©gissent les mÃ©dias privÃ©s, serait un pas en arriÃ¨re, qui risque mÃªme de les pousser Ã se trouver dâ€™autres moyens dâ€™expressions, ce qui nâ€™honorerait pas le pays. [Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Le vice-prÃ©sident du parti Frodebu, dÃ©ploire de son cÃ´tÃ© que le pays semble faire un pas en arriÃ¨re en ce qui est de la dÃ©mocratie. Lâ€™ancien ministre de la DÃ©fense, ZÃ©non Nicayenzi dÃ©ploire que le Conseil national de sÃ©curitÃ© ait tapÃ© Ã cotÃ© de la plaque en demandant des sanctions contre certains mÃ©dias et des leaders de la sociÃ©tÃ© civile qui ont dit un mot sur lâ€™attaque de Gatumba. [Rpa/Isanganiro]- Le porte-parole du parti prÃ©sidentiel dÃ©ment des rumeurs selon lesquelles certaines radios pourraient Ãªtre fermÃ©es dans les jours qui viennent. Il souligne que câ€™est normal que les journalistes rÃ©pondent devant la justice mais que lâ€™intention de la justice nâ€™est pas de mettre en cachot ces journalistes ou certains leaders de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, comme certains le pensent. Selon OnÃ©sime Nduwimana, porte-parole du CNDD-FDD, ceux qui ont rÃ©pandu la rumeur selon laquelle les radios vont Ãªtre fermÃ©es sont ceux qui, une fois au pouvoir, les fermeraient. Selon lui, il nâ€™y a pas dâ€™agenda cachÃ© derriÃ¨re la convocation des journalistes. [Isanganiro]- Le ReprÃ©sentant IÃ©gal de lâ€™Anglicane du Burundi, Monseigneur Bernard Ntahoturi fait lui aussi un clin dâ€™Ã©il au gouvernement et surtout Ã la justice de ne pas mettre en prison les journalistes ou les leaders de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, surtout que leurs convocations se multiplient ces derniers jours. Il souligne que la solution ne se trouve pas dans lâ€™emprisonnement des journalistes ou dans leur intimidation. [Rtr]i SÃ©curitÃ©- Un membre du parti MSD vivant au centre urbain de Gitega au centre du Burundi a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© dimanche matin par des agents de la police qui Ã lâ€™ont amenÃ© vers un endroit inconnu. Sa femme a soulignÃ© quâ€™un vÃ©hicule de la police est venu le prendre Ã la maison avec quelques policiers Ã son bord. [Rpa]- Le corps de cet homme a Ã©tÃ© retrouvÃ© ce lundi matin dÃ©capitÃ© et la famille de la victime a Ã©tÃ© empÃªchÃ©e de dÃ©terrer le corps pour lâ€™enterrement digne. Selon la femme de la victime, qui sâ€™exprimait les larmes, le vÃ©hicule qui lâ€™a emmenÃ© depuis son domicile nâ€™est ni bel et bien celui de la police. Elle sâ€™Ã©tonne que le corps de son mari soit immÃ©diatement enterrÃ© dans des conditions atroces. [Rpa]- Des sources de Gitega, et surtout au quartier Shatanya oÃ¹ vivait ce fidÃ¨le du parti MSD, disent que le vÃ©hicule qui Ã©tait venu le prendre Ã la maison Ã©tait immatriculÃ© A107 A PN. Des sources bien informÃ©es disent que ce vÃ©hicule appartient au Commissaire de la police en province de Mwaro. Cependant, le propriÃ©taire du vÃ©hicule souligne que le vÃ©hicule Ã©tait dans sa rÃ©sidence quâ€™il nâ€™est sorti que lundi matin. [Rpa]- Le porte-parole de la police Channe Ntarabaganyi a de son cÃ´tÃ© fait savoir que le vÃ©hicule Ã©tait bel et bien celui du commissaire de la police dans la province de Mwaro. Il ajoute nÃ©anmoins que le vÃ©hicule Ã©tait dans le garage lors de ces faits, ce qui montre quâ€™il y a des contradictions autour de la mort de ce citoyen et du vÃ©hicule qui a Ã©tÃ© utilisÃ© par ses bourreaux. [Rpa]- La femme de la victime souligne que son mari est mort sans pour autant avoir du temps pour sâ€™expliquer. Elle ajoute quâ€™elle a Ã©crit une

lettre au gouverneur de la province de Gitega pour avoir l'autorisation de l'enterrer son mari et l'enterrer dignement. [R] Justice Les 21 détenus sur l'affaire de Gatumba vont comparaître devant la justice au parquet de Bujumbura ce mercredi le 16 novembre 2011. Selon le président de l'Aprodh, Pierre Claver Mbonimpa, le dossier sera suivi avec une grande attention car il y a beaucoup de zones d'ombres. Il appelle aussi les habitants de Gatumba et ceux qui ont besoin de savoir beaucoup de choses sur cette situation à assister massivement à ce procès au parquet de Bujumbura. [Rpa]- Le syndicat des magistrats du Burundi a décidé de continuer leur mouvement de grève qui vient de passer plus de 28 jours. Selon le président de ce syndicat, Jean Claude Kabera, les magistrats ne sont pas satisfaits par le comportement du ministre de tutelle qui ne veut pas résoudre ce problème. Il annonce que si jamais le gouvernement ne se décide pas à répondre aux questions des magistrats, la grève va continuer indéfiniment. [Rtr/Bonesha]- Le président de la Symabu appelle les membres du syndicat à diriger de faire une attention particulière pour lutter contre toute forme de division des magistrats initiée actuellement par certains officiels de l'Etat, pour essayer de diviser pour régner. [Rtr] Education- Les députés ont voté à l'unanimité le projet de loi portant réorganisation de l'enseignement supérieur au Burundi. Le ministre de l'enseignement supérieur, l'assemblée nationale a voté en faveur du système LMD, c'est-à-dire, Maîtrise Doctorat. [Rtnb] Economie- La vice-présidente de l'OAG Gertrude Kazoviyo se montre inquiète par le comportement du pouvoir de harceler les médias et la société civile burundaise alors qu'il est en train d'élaborer le budget pour l'année prochaine. Selon l'OAG le gouvernement en tant que bénéficiaire devrait plutôt respecter les droits de l'Homme pour attirer les faveurs des bailleurs qui aident le pays à se relever après tant d'années dans des conflits politiques. [Rtr]